



JURY Nathalie <nathalie.jury@isere.chambagri.fr> 29 janv.

Bonjour

Pour faire suite à vos questionnements sur le calcul des volumes prélevables, vous trouverez ci-joint le tableau avec des remarques explicatives (en vert)

En résumé :

- les VP sur unités de gestion ayant fait l'objet d'une étude volume prélevable sont issus de la concertation. Les volumes sont donc le résultat de la concertation inter-usage qui permet parfois : comme sur les 4 vallées : l'augmentation des prélèvements agricoles pour substituer les prélèvements superficiels en forte réduction.
- comme sur la Bièvre : non pas une augmentation réelle du volume mais la prise en compte du volume non comptabilisé sur la période de référence en raison d'installation de forage entre 2009 et 2014.

Dans tous les cas, ces VP sont repris tels quels dans l'étude puisque inscrits dans les PGRE

- les VP sur les autres unités de gestion sont dans la plupart des cas calculés selon la règle du max historique sur la période 2003-2014 + 20% (ou moins si la disponibilité de la ressource ne le permet pas)

Certaines unités de gestion font l'objet d'augmentation supérieure à 20% (voire au delà de 100%) car il s'agit soit d'unités de gestion abondante (ex : Rhône - Isère) sur lesquels on a pu prendre en compte les projets en cours de réflexion pour prévoir leur volume ; soit d'unités de gestion ayant peu de prélèvements (ex : Agny, Bion, Romanche) sur lesquels le bureau d'étude a calculé une marge de volume prélevable possible pour de futurs prélèvements.

Dans tous les cas, la relation avec la disponibilité du milieu est toujours établi de manière à ne pas mettre en péril : les augmentations de plus de 20% ne sont possibles que sur des ressources le permettent.

Enfin, le cas particulier des canaux d'irrigation ne permet pas d'avoir d'historique réel (déclaration des gestionnaires), les VP sont donc calculés sur des estimations agence de l'eau de 4000m³/ha, ce qui augmente fortement le volume puisque fictif.

Je reste bien entendu à votre disposition

Bien cordialement

--

Nathalie JURY

Chargée de mission Gestion Quantitative / OUGC

Chambre d'Agriculture de l'Isère

[27 rue Denfert Rochereau - 38200 Vienne](http://27.rue.Denfert.Rochereau-38200.Vienne)

04 74 87 59 90 / 06 74 94 75 81

www.isere.chambres-agriculture.fr

GODAYER Claire - DDT 38/SE/PEC <claire.godayer@isere.gouv.fr> 2 févr.

À Isabelle, BLIGNY, JURY, Francois, moi

Bonjour,

pour répondre à la deuxième partie de votre message, nous avons effectivement pris le parti, sur les territoires où la concertation n'était pas terminée au démarrage de l'instruction, de majorer les impacts en étudiant les volumes maximum envisageables et ne pas prendre le risque de minorer l'impact avec des volumes ne correspondant pas au VP à l'agriculture. Bien entendu ce sont les volumes qui auront été décidés dans le cadre de la concertation qui seront mis dans l'AP OUGC si celles-ci sont terminées au moment de la rédaction de l'AP.

Dans tous les cas les volumes attribués à l'agriculture dans les PGRE ne peuvent être supérieurs à ceux étudiés dans l'étude d'impact de l'OUGC, ils pourront par contre être inférieurs.

J'espère avoir été claire, nous pourrons en re-discuter lors de la réunion du 9 février matin à la DDT.
Cordialement,

Claire Godayer

DDT38 - Service Environnement

Responsable de l'unité prélèvements d'eau et contrôles

17 bd J. Vallier BP45

38040 Grenoble Cedex 9

Tel : 04 56 59 42 52